

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Ediogo B. P. 891 — Tél. 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1981	
6 avr. — Décret n° 81-68 portant approbation du compte administratif de la circonscription d'Aného, exercice 1979	295
6 avr. — Décret n° 81-69 portant approbation du budget additionnel de la circonscription d'Aného, exercice 1980.	295
6 avr. — Décret n° 81-70 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Vogan, exercice 1979.	295
6 avr. — Décret n° 81-71 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Vogan, exercice 1980.	296
6 avr. — Décret n° 81-72 portant approbation du compte administratif de l'exercice 1979 de la commune de Kpalimé.	296
6 avr. — Décret n° 81-73 portant approbation du budget additionnel de la commune de Kpalimé, exercice 1980.	296
6 avr. — Décret n° 81-74 portant approbation du compte administratif de l'exercice 1979 de la commune de Tsévié.	296
6 avr. — Décret n° 81-75 portant approbation de budget additionnel de la commune de Tsévié, exercice 1980.	296

8 avr. — Décret n° 81-76 portant approbation du compte administratif de la circonscription d'Atakpamé, exercice 1979.	296
6 avr. — Décret n° 81-77 portant approbation du compte administratif de l'exercice 1979 de la commune d'Atakpamé.	296
6 avr. — Décret n° 81-78 portant approbation du budget additionnel de la circonscription d'Atakpamé, exercice 1980.	297
6 avr. — Décret n° 81-79 portant approbation du budget additionnel de la commune d'Atakpamé, exercice 1980.	297
6 avr. — Décret n° 81-80 portant approbation du compte administratif de la circonscription d'Amlamé, exercice 1979.	297
6 avr. — Décret n° 81-81 portant approbation du budget additionnel de la circonscription d'Amlamé, exercice 1980.	297
6 avr. — Décret n° 81-82 portant approbation du compte administratif de l'exercice 1979 de la commune de Sokodé.	297
6 avr. — Décret n° 81-83 portant approbation du budget additionnel de la commune de Sokodé, exercice 1980.	297
6 avr. — Décret n° 81-84 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Lama-Kara, exercice 1979.	297
6 avr. — Décret n° 81-85 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Lama-Kara, exercice 1980.	298
6 avr. — Décret n° 81-86 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Pagouda, exercice 1979.	298
5 avr. — Décret n° 81-87 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Pagouda, exercice 1980.	298
6 avr. — Décret n° 81-88 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Mango, exercice 1979.	298
6 avr. — Décret n° 81-89 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Mango, exercice 1980.	298
6 avr. — Décret n° 81-90 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Dapaong, exercice 1979.	298

6 avr. — Décret n° 81-91 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Dapaong, exercice 1980	299
6 avr. — Décret n° 81-92 portant approbation du budget primitif du centre hospitalier et universitaire de Lomé gestion 1981.	299
6 avr. — Décret n° 81-93 ordonnant la publication de l'amendement à la convention de 1973 sur le commerce international des espèces de faunes et de flore sauvage menacées d'extinction, adopté le 22 juin 1979 à Bonn.	299
Le texte de la convention (voir le supplément au J.O. du 16 mai 1981)	
6 avr. — Décret n° 81-94 ordonnant la publication de la convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée par l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies le 14 décembre 1973 à New York.	299
Le texte de la convention (voir le supplément au J.O. du 16 mai 1981)	
7 avr. — Décret n° 81-95 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono	299
7 avr. — Décret n° 81-96 portant internement administratif	299
15 avr. — Décret n° 81-97 portant approbation de l'Etat de prévisions de recettes et dépenses et du compte prévisionnel d'exploitation de l'Office national togolais de la pharmacie (TOGOPHARMA)	299
17 avr. — Décret n° 81-98 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Colombo (Sri-Lanka)	300
17 avr. — Décret n° 81-99 portant nomination d'un consul honoraire de la République togolaise à Colombo (Sri-Lanka)	300
28 avr. — Décret n° 81-100 autorisant la commercialisation des cafés triages de la campagne 1980/81.	300
28 avr. — Décret n° 81-101 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du kapok et aux conditions d'intervention de l'Office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1981.	300

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1981	
15 avr. — Arrêté n° 46/INT-SG-APA-AP portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village.	301

15 avr. — Arrêté n° 47/INT-SG-APA-AP portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de village.	301
---	-----

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1981	
14 avr. — Décision n° 476/MFE/FCS autorisant le paiement d'une somme au profit du centre de la construction et du logement.	301
15 avr. — Décision n° 488/MFE/FCS autorisant le paiement d'une somme au profit de l'établissement national des éditions du Togo (EDITOGO)	301
15 avr. — Décision n° 493/MFE/FO autorisant le paiement d'une somme de 13 janvier au profit du personnel de l'O.R.P.V. (région des plateaux)	301
15 avr. — Décision n° 494/MFE/FCS accordant une subvention à l'Université du Bénin.	301
17 avr. — Décret n° 506/MEF/FO autorisant le paiement d'une somme au profit du ministre de l'Economie et des finances.	301

Arrêtés et décisions portant augmentation d'une caisse d'avance, création d'une caisse d'avance, nomination de régisseur, agréments à un courtier d'assurance, prime de rendement et remise gracieuse de pénalités.	302
--	-----

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1981	
23 mars. — Arrêté n° 470/MTEP portant promotion dans le corps du personnel de la police	303
1 avr. — Arrêté n° 523/MTEP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.	303

2 avr. — Arrêté n° 526/MTEP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture.	30
16 avr. — Arrêté n° 535/MTEP portant promotion dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique	30
16 avr. — Arrêté n° 544/MTEP portant promotion dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique	30
17 avr. — Arrêté n° 548/MTEP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture de l'élevage des eaux et forêts et du conditionnement des produits	30
17 avr. — Arrêté n° 549/MTEP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale.	30
Arrêtés portant intégrations, admissions dans divers corps de la fonction publique, titularisations, détachement et rectificatif à un précédent arrêté portant révocation	303

MINISTERE DU PLAN ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

1981	
22 avr. — Décision n° 51/MPRA/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur de l'Office togolais de disque (OTODI)	31
22 avr. — Décision n° 53/MPRA/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur de la compagnie du Bénin à Ganavé.	31
22 avr. — Décision n° 52/MPRA/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit de la société togolaise du coton, (SOTOCO)	31

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES SOCIETE D'ETAT

1981	
30 mars. — Arrêté interministériel n° 18/MISE/MTPMERH portant délimitation de zone d'équipement à Lomé-Adakpamé, Lomé-Agoènyivé, et Lomé-Adidogomé.	31
30 mars. — Arrêté interministériel n° 19/MISE/MTPMERH relatif aux opérations d'estructuration des quartiers d'Amoutivé, Bè Bassadjé, Lomé-Nava à Lomé.	31

DIVERS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1981	
9 avr. — Arrêté n° 107 bis/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Gaba Adamavi Ayikoe-Aho.	313
10 avr. — Arrêté n° 108 bis/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Johnson Adodo Koudjo.	314
10 avr. — Arrêté n° 109 bis/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme. Johnson Kokoe Essénam	314
13 avr. — Arrêté n° 127/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Morou Adam	314
13 avr. — Arrêté n° 129/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Afantchao Koffi.	314
13 avr. — Arrêté n° 130/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Gbandi Djéni.	315
13 avr. — Arrêté n° 131/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Moévie Kpakpo (Sébastien).	315
20 avr. — Arrêté n° 183/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tchatchiou Abalo	315
22 avr. — Arrêté n° 186/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Guessou Kwami Zamalé	315
23 avr. — Arrêté n° 188/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Pidassi Pém Bassam-bia.	316
28 avr. — Arrêté n° 189/MFE/CR portant rétablissement de droit à pension de veuve aux ayants cause de M. Piao Albert Nassirou	316
28 avr. — Arrêté n° 190/MFE/CR portant concession d'une parcelle de terrain domanial et autorisant son immatriculation.	316

Arrêté n° 121/MFE/CR du 3 avril 1980 portant concession d'une pension de retraite (rectificatif)	316
MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	
Arrêtés portant ouverture de concours et liste des candidats admis	316
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	
Arrêté portant autorisation d'exploiter une clinique médicale	318
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL	
Ouverture de concours	317

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

Décret n° 81-68 du 6/4/81 — Le compte administratif de la circonscription d'Aného exercice 1979 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : quarante deux millions huit cent vingt sept mille huit cent trente neuf francs (42.827.839 francs).

En dépenses à la somme de : trente sept millions deux cent huit mille quinze francs (37.208.015 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : cinq millions six cent dix neuf mille huit cent vingt quatre francs (5.619.824 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1980.

Sont approuvées, les annulations et ouvertures de crédits ci-après énumérées, destinées à régulariser les dépassements de crédits constatés à certains postes budgétaires à la clôture de l'exercice.

ANNULATIONS DE CREDITS

<i>Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien</i>	
Article 3 — Entretien et réparation des bâtiments	35.447
Article 7 — Etablissement pénitentiaire	150.256
<i>Chapitre VIII — Service sociaux (personnel)</i>	
Article 3 — Dispensaires	20.780
<i>Chapitre X — Dépenses diverses</i>	
Article 2 — Secours et assistance publique	23.022
	<hr/> 229.505

OUVERTURES DE CREDITS

<i>Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien</i>	
Article 1 — Entretien des routes et ponts etc.....	35.447
Article 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules	150.256

Chapitre X — Dépenses diverses

Article 1 — Fêtes et réceptions publiques	366
Article 5 — Cotisations à la caisse nationale de sécurité sociale ..	16.710
Article 6 — Versement au budget général des retenues de taxe progressive	5.946
<i>Chapitre XII — Autres dépenses extraordinaires</i>	
Article 2 — Constructions nouvelles	20.780
	<hr/> 229.505

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1979 s'élevant au total à : deux millions six cent quatre vingt dix mille six cent trente trois francs (2.690.633 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81-69 du 6/4/81 — Le budget additionnel de la circonscription d'Aného, exercice 1980 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : cinq millions six cent dix neuf mille huit cent vingt quatre francs (5.619.824 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81-70 du 6/4/81 — Le compte administratif de la circonscription de Vogan exercice 1979 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : cinquante millions cent trente quatre mille cinq cent quarante trois francs (50.134.543 francs).

En dépenses à la somme de : trente cinq millions deux cent soixante quatre mille huit cent vingt francs (35.264.820 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : quatorze millions huit cent soixante neuf mille sept cent vingt trois francs (14.869.723 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1980.

Sont approuvées, l'annulation et l'ouverture de crédits ci-après énumérées, destinées à régulariser le dépassement de crédit constaté à un poste budgétaire à la clôture de l'exercice.

ANNULATION DE CREDIT

<i>Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien</i>	
Article 3 — Entretien et réparation des bâtiments	14.191

OUVERTURE DE CREDIT

<i>Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien</i>	
Article 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules	14.191

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1979 s'élevant au total à : quatre millions cent seize mille quatre cent soixante douze francs (4.116.472 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81-71 du 6/4/81 — Le budget additionnel de la circonscription de Vogan, exercice 1980 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de quatorze millions huit cent soixante neuf mille sept cent vingt trois francs (14.869.723 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81-72 du 6/4/81 — Le compte administratif de la commune de Kpalimé ; exercice 1979 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : vingt cinq millions cent quatre vingt cinq mille six cent quatre francs (25.185.604 francs).

En dépenses à la somme de : vingt millions quatre cent quarante quatre mille cent un francs (20.444.101 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : quatre millions sept cent quarante un mille cinq cent trois francs (4.741.503 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1980.

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1979 s'élevant au total à onze millions huit cent quatre vingt quinze mille neuf cent trente huit francs (11.895.938 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81-73 du 6/4/81 — Le budget additionnel de la commune de Kpalimé, exercice 1980 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : vingt deux millions vingt sept mille cinq cent trente sept francs (22.027.537 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81-74 du 6/4/81 — Le compte administratif de la commune de Tsévié exercice 1979 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : vingt cinq millions sept cent un mille deux cent soixante dix sept francs (25.701.277 francs).

En dépenses à la somme de : quinze millions cinq cent dix mille sept cent trente sept francs (15.510.737 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : dix millions cent quatre vingt dix mille cinq cent quarante francs (10.190.540 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1980.

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1979 s'élevant au total à : quatre millions huit cent quatre vingt douze mille cinq cent trente deux francs (4.892.532 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81-75 du 6/4/81 — Le budget additionnel de la commune de Tsévié, exercice 1980, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : dix millions cinq cent quatorze mille trois cent quatre vingt quatre francs (10.514.384 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81-76 du 6/4/81 — Le compte administratif de la circonscription d'Atakpamé, exercice 1979 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : cinquante millions trois cent mille cent quarante six francs (50.300.146 francs).

En dépenses à la somme de : trente six millions deux cent soixante dix huit mille cent quatre vingt seize francs (36.278.196 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : quatorze millions vingt et un mille neuf cent cinquante francs (14.021.950 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1980.

Sont approuvées, l'annulation et l'ouverture de crédits ci-après énumérées, destinées à régulariser le dépassement de crédit constaté à un poste budgétaire à la clôture de l'exercice.

ANNULATION DE CREDIT

Section I — Reports

Chapitre 2 — Restes à payer d'après les mandatements 124.919

OUVERTURE DE CREDIT

Section I — Reports

Chapitre 3 — Restes à payer d'après les engagements.. 124.919

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1979 s'élevant au total à : dix millions huit cent dix huit mille cinq cent soixante huit francs (10.818.568 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81-77 du 6/4/81 — Le compte administratif de la commune d'Atakpamé exercice 1979 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : trente quatre millions quatre cent trente trois mille soixante seize francs (34.433.076 francs).

En dépenses à la somme de : dix sept millions six cent soixante onze mille six cent quatre vingt dix sept francs (17.671.697 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : seize millions sept cent soixante un mille trois cent soixante dix neuf francs (16.761.379 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1980.

Sont approuvées, l'annulation et l'ouverture de crédits ci-après énumérées, destinées à régulariser le dépassement de crédit constaté à un poste budgétaire à la clôture de l'exercice.

ANNULATION DE CREDIT

Section I — Reports

Chapitre 3 — Restes à payer d'après les engagements 16.118

OUVERTURE DE CREDIT

Section I — Reports

Chapitre 2 — Restes à payer d'après les mandatements 16.618

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1979 s'élevant au total à : six millions neuf cent seize mille cinq cent quarante quatre francs (6.916.544 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81-78 du 6/4/81 — Le budget additionnel de la circonscription d'Atakpamé exercice 1980 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : quatorze millions vingt et un mille neuf cent cinquante francs (14.021.950 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81-79 du 6/4/81 — Le budget additionnel de la commune d'Atakpamé exercice 1980 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : dix huit millions trente cinq mille francs (18.035.000 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81-80 du 6/4/81 — Le compte administratif de la circonscription d'Amlamé, exercice 1979 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : vingt trois millions six cent cinquante six mille neuf cent cinquante trois francs (23.656.953 francs).

En dépenses à la somme de : vingt deux millions quatre cent vingt neuf mille huit cent onze francs (22.429.811 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : un million deux cent vingt sept mille cent quarante deux francs (1.227.142 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1980.

Sont approuvées, l'annulation et les ouvertures de crédits ci-après énumérées, destinées à régulariser les dépassements de crédits constatés à certains postes budgétaires à la clôture de l'exercice.

ANNULATION DE CREDIT

Chapitre X — Dépenses diverses

Article 5 — Cotisation à la caisse nationale de sécurité sociale .. 346.780

OUVERTURES DE CREDITS

Section I — Reports

Chapitre II

Article 1 — Restes à payer d'après les mandatements 254.750

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien

Article 2 — Entretien des rues, jardins, marchés, fourrières etc .. 580

Article 5 — Alimentation en eau .. 91.450

346.780

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1979 s'élevant au total à : deux millions quatre cent cinquante six francs (2.405.856 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81-81 du 6-4-81 — Le budget additionnel de la circonscription d'Amlamé, exercice 1980 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : un million quatre cent quatre vingt trois mille quatre vingt quatorze francs (1.483.094 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81-82 du 6/4/81 — Le compte administratif de la commune de Sokodé, exercice 1979 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de vingt deux millions neuf cent trente sept mille trois cent soixante francs (22.937.363 francs).

En dépenses à la somme de : dix sept millions sept cent quatre vingt quinze mille deux cent quatorze francs (17.795.214 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : cinq millions cent quarante deux mille cent quarante neuf francs (5.142.149 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1980.

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1979 s'élevant au total à : vingt cinq millions deux cent trente cinq mille trente quatre francs (25.235.034).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution présent décret.

Décret n° 81/83 du 6-4-81 — Le budget additionnel de la commune de Sokodé, exercice 1980 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : vingt huit millions sept cent vingt cinq mille deux cent quarante quatre francs (28.785.244).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81/84 du avril 1981 — Le compte administratif de la circonscription de Lama-Kara, exercice 1979 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : soixante seize millions trois cent soixante dix mille soixante onze francs (76.370.071 francs).

En dépenses à la somme de : cinquante huit millions sept cent quarante cinq mille trois cent trente deux francs (58.745.332 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : dix sept millions six cent vingt quatre mille sept cent trente neuf francs (17.624.739 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1980.

Sont approuvées, les annulations et ouvertures de crédits ci-après énumérées, destinées à régulariser les dépassements de crédits constatés à certains postes budgétaires à la clôture de l'exercice.

Annulation de crédits

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien

Article 1 — Entretien des routes et ponts 12.000

Chapitre X — Dépenses diverses

Article 1 — Fêtes et réceptions publiques 21.491

..... 33.491

Ouverture de crédits

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien

Article 2 — Entretien des rues, jardins, marchés etc 12.000

Chapitre XII — Autres dépenses extraordinaires

Article 2 — Constructions nouvelles 21.491

..... 33.491

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1979 s'élevant au total à : sept millions six cent soixante mille huit cent quarante neuf francs (7.660.849 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81/85 du 6-4-81 — Le budget additionnel de la circonscription de Lama-Kara exercice 1980 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : dix sept millions six cent vingt quatre mille sept cent trente neuf francs (17.624.739 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81/86 du 6-4-81 — Le compte administratif de la circonscription de Pagouda, exercice 1979 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : vingt et un millions deux cent vingt mille cent vingt trois francs (21.220.123 francs).

En dépenses à la somme de : vingt et un millions soixante trois mille quatre cent quarante quatre francs (21.063.444 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : cent cinquante six mille six cent soixante dix neuf francs (156.679 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1980.

Sont approuvées, les annulations et ouvertures de crédits ci-après énumérées, destinées à régulariser les dépassements de crédits constatés à certains postes budgétaires à la clôture de l'exercice.

ANNULATIONS DE CREDITS

Chapitre IV — Service des travaux régionaux (personnel)

article 2 — Traitement du personnel non titulaire .. 25.471

Chapitre X — Dépenses diverses

Article 5 — Cotisations à la caisse nationale de sécurité sociale 394.038

..... 419.509

OUVERTURES DE CREDITS

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien

Article 3 — Entretien et réparation des bâtiments à la charge de la circonscription 394.038

Chapitre X — Dépenses diverses

Article 1 — Fêtes et réceptions publiques 25.471

..... 419.509

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1979 s'élevant au total à un million cent dix neuf mille huit cent treize francs (1.119.813 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET n° 81/87 du 6-4-81 — Le budget additionnel exercice 1980 de la circonscription de Pagouda est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : cent cinquante six mille six cent soixante dix neuf francs (156.679 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81/88 du 6-4-81 — Le compte administratif de la circonscription de Mango, exercice 1979 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : trente deux millions sept cent soixante douze mille trois cent treize francs (32.772.313 francs).

En dépenses à la somme de : quinze millions sept cent vingt quatre mille trois cent soixante quinze francs (15.724.375 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : dix sept millions quarante sept mille neuf cent trente huit francs (17.047.938 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1980.

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1979 s'élevant au total à quatre millions deux cent quatre vingt seize mille cent soixante quatorze francs (4.296.174 francs)

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET n° 81/89 du 6-4-81 — Le budget additionnel de la circonscription de Mango, exercice 1980 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : dix sept millions quarante sept mille neuf cent trente huit francs (17.047.938 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

DECRET n° 81/90 du 6-4-81 — Le compte administratif de la circonscription de Dapaong exercice 1979 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : quatre vingt huit millions soixante dix sept mille trois cent vingt trois francs (88.077.323 francs).

En dépenses à la somme de : cinquante quatre millions sept cent cinquante un mille sept cent dix francs (54.751.710 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : trente trois millions trois cent vingt cinq mille six cent treize francs (33.325.613 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1980.

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1979 s'élevant au total à douze millions trois cent quatre vingt deux mille quatre cent quarante sept francs (12.382.447 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81/91 du 6-4-81 — Le budget additionnel de la circonscription de Dapaong, exercice 1980 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : trente trois millions trois cent vingt cinq mille six cent treize francs (33.325.613 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 81/92 du 6 avril 1981 — Le budget primitif du centre hospitalier et universitaire de Lomé (gestion 1981), est approuvé en recettes et en dépenses à la somme de un milliard trois cent soixante seize millions six cent soixante dix mille (1.376.670.000) francs.

Le ministre des finances et de l'économie et le ministre de la santé publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

DECRET N° 81-93 du 6 avril 1981 ordonnant la publication de l'amendement à la convention de 1973 sur le commerce International des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, adopté le 22 juin 1979 à Bonn.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

Vu la constitution spécialement en ses articles 15 et 43,

DECRETE :

Article premier — L'Amendement à la convention de 1973 sur le commerce k international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, adopté le 22 juin 1979 à Bonn et dont la lettre d'approbation a été déposée le 5 janvier 1981, sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 6 avril 1981

Général d'armée G. Eyadéma

DECRET N° 81-94 du 6 avril 1981 ordonnant la publication de la convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale y compris les agents diplomatiques, adoptée par l'assemblée générale de l'organisation des Nations Unies le 14 décembre 1973 à New-York.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

Vu la constitution spécialement en ses articles 15 et 43 ;

Vu la loi n° 80 du 26 septembre 1980 autorisant l'adhésion à la convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies le 14 décembre 1973 à New-York,

DECRETE :

Article premier — La convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée par l'assemblée générale de l'organisation des nations Unies le 14 décembre 1973 à New-York et dont les instruments d'adhésion ont été déposés le 30 décembre 1980, sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise.

Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 6 avril 1981

Général d'armée G. Eyadéma

DECRET n° 81-95 du 7 avril 1981 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 et les ordonnances des 22 avril 1967 et 24 avril 1969 et complétée par l'ordonnance du 16 novembre 1970 ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée, en particulier son article 3, ainsi que le prévoit l'article 11 de la loi précitée du 2 septembre 1961,

DECRETE :

Article premier — A l'occasion de son départ définitif du Togo, M. Jean Christophe Mitterand — directeur du bureau de l'agence France presse au Togo — est nommé à titre exceptionnel et étranger officier de l'ordre du mono.

Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 7 avril 1981

Général d'armée G. Eyadéma

DECRET N° 81-96 du 7 avril 1981 portant internement administratif

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution ;

Vu la loi 61-27 du 16 août 1961 autorisant le gouvernement à prendre des mesures d'éloignement, d'internement ou d'expulsion contre les individus dangereux pour l'ordre public et la sûreté de l'Etat ainsi que les lois 64-10 du 22 juin 1964 ; 66-19 du 12 décembre 1966 ; l'ordonnance n° 34 du 16 octobre 1973 et l'ordonnance n° 34 du 21 septembre 1979 qui en ont prorogé les dispositions ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — En application des dispositions de l'article 1er de la loi 61-27 du 16 août 1961, sera interné M. Bruce Komlan dont les agissements et les propos se sont révélés dangereux pour l'ordre public.

Les dispositions ci-dessus sont immédiatement exécutoires en application du dernier alinéa de l'article 1er de la loi du 16 août 1961.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 7 avril 1981

Général d'armée G. Eyadéma

Décret n° 81/97 du 15-4-81 — l'état de prévision de recettes et de dépenses et le compte prévisionnel d'exploitation de l'office national de la pharmacie «TOGOPHARMA», exercice 1981, sont approuvés et arrêtés comme suit :

a/Etat de prévisions de recettes et de dépenses

— Recettes : 3.566 850 000 (trois milliards cinq cent soixante six millions huit cent cinquante mille).

— Dépenses : 3 474 950 000 (trois milliards quatre cent soixante quatorze millions neuf cent cinquante mille).

b/Résultat prévisionnel d'exploitation

167 508 000 (cent soixante sept millions cinq cent huit mille).

Décret n° 81-98 du 17 avril 1981 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Colombo Sri Lanka
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
Vu la constitution, notamment en ses articles 15, 32 et 34,

DECRETE :

Article premier — Il est créé à Colombo (SRI-LANKA) un Consulat Honoraire de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 7 avril 1981

Général d'armée G. Eyadéma

DECRET N° 81/99 du 17 avril 1981 portant nomination d'un Consul Honoraire de la République Togolaise à Colombo (SRI LANKA)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, notamment en ses articles 15, 16, 32 et 34 ;
Vu le décret n° 81-98 du 17 Avril 1981 portant création d'un Consulat Honoraire de la République Togolaise à Colombo (SRI-LANKA) ;
Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

DECRETE :

Article premier — M. Hathy A. Sulaman est nommé Consul Honoraire de la République togolaise à Colombo avec juridiction sur toute la ville.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 7 avril 1981

Général d'armée G. Eyadéma

Décret N° 81/100 du 28 avril 1981 autorisant la commercialisation des cafés triages de la campagne 1980/81

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du TOGO (OPAT) ;

Vu le décret n° 80-311 du 15 décembre 1980 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du TOGO pour la récolte de café 1980-81 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La commercialisation des cafés triages de la récolte 1980/81 est autorisée pour compter du 20 avril 1981.

Art. 2 — Le prix d'achat au producteur desdits cafés est fixé à 100 francs CFA le kilogramme en tous points de traite.

Art. 3 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) est fixée à 117 944 francs la tonne.

Art. 4 — Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Litimé : 1 300 francs la tonne
Région d'Akposso Nord : 1 300 Francs la tonne
Région d'Akposso Plateau : 1 300 francs la tonne
Canton d'Akébou : 1 300 francs la tonne
Région de Pagala : 1 300 francs la tonne
Région de Dayes : 1 300 francs la tonne

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'Aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 28 avril 1981

Général d'armée G. Eyadéma

Campagne d'achat du café triage

Barème Café triage 1980-81	Francs CFA
Prix d'achat au producteur	100 000
1 Commission acheteur produit	1 600
2 Manutention, loyer magasin acheteur produit	446
3 Transport au centre de collecte	2000
Valeur nu-basculer centre de collecte	104.46
4 Manutention loyer magasin acheteur agréé	851
5 transport Lomé	2 684
	3535

Valeur nu-basculer Lomé	107 581
6 Sacherie 12 1/2 à 65	813
7 Amortissement de sac 10 %	81
8 Financement (9 % 2 mois V.L.M.)	1 709
9 frais généraux fixes	6 375

Valeur Loco-magasin Lomé	113956
10 Commission acheteur agréé 3, 5 % sur (V.L.M.)	3 988
Valeur à facturer à l'OPAT	117 944

Décret N° 81/101 du 28 avril 1981 — relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du Kapok et aux conditions d'intervention de l'Office des Produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1981.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du TOGO (OPAT) ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du Kapok de la récolte 1981 est fixée au 20 avril 1981.

Les prix d'achat au producteur du Kapok de ladite récolte sont fixés en tous points de traite à :

Kapok blanc = 36 francs le kilogramme

Kapok gris = 31 francs le kilogramme.

Art. 2 — Par application des barèmes des frais de commercialisation ci-joints, les valeurs de cession à l'Usine d'égrenage sont les suivantes :

Kapok blanc = 44.811 francs CFA la tonne

Kapok gris = 39.648 francs CFA la tonne.

Art. 3. — Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Dabaong = 1.000 francs la tonne

Région de Mango = 500 francs la tonne.

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 4 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement Rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 7 avril 1981

Général d'armée G. Eyadéma

Campagne d'achat du Kapok
Barème Kapok blanc récolte 1981

	Francs CFA la tonne
Prix d'achat au producteur	36.000
1 Commission, manutention loyer magasin acheteur produit	1.540
2 Transport lieu d'achat à l'Usine	3.000
3 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	800
	<hr/> 5.340
Valeur nu-Usine Kapok brut	41.340
4 Usure et réparation amortissement sacherie	800
5 Financement 9 % 3 mois sur (41.340 + 800 + 650)	963
6 Frais généraux acheteur agréé	650
7 Déchets 1 % valeur nu-usine	413
8 Commission acheteur agréé	645
	<hr/> 3.471
Valeur de cession à l'OPAT au stade usine	44.811

Campagne d'achat du Kapok
Barème Kapok gris récolte 1981

	Francs CFA la tonne
Prix d'achat au producteur	31 000
1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	1.540
2 Transport lieu d'achat à l'Usine	3.000
3 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	800
	<hr/> 5.340
Valeur nu-Usine Kapok brut	36.340
4 Usure et réparation amortissement sacherie	800
5 Financement 9 % 3 mois sur (36.340 + 800 + 650)	850
6 Frais généraux acheteur agréé	650
7 Déchets 1 % valeur nu-usine	363
8 Commission acheteur agréé	645
	<hr/> 3.308
Valeur de cession à l'OPAT stade usine	39.648

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Désignations coutumières de chefs de village

Arrêté n° 46/INT/SG/APA AP du 15-4-81 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Kokouvi Apétovi III, en qualité de chef du village de Gati-Soun (circonscription administrative de Tsévié), en remplacement de feu Agbossou Apétovi II.

M. Kokouvi III, chef du village de Gati-Soun, relève de l'autorité directe du chef de canton d'Agbatopé.

Le présent arrêté, aura effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

Arrêté n° 47/INT/SG-APA-AP du 15-4-81 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Azametié Kossi Mawulikplimi dit Ahomeku I, en qualité de chef du village d'Agbavé (Circonscription administrative de Kloto).

M. Azametié Kossi Mawulikplimi Ahomeku I, chef du village d'Agbavé, relève de l'autorité directe du chef de canton d'Assahun-Fiagbé.

Le présent arrêté, aura effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Autorisations de paiement

Décision n° 476/MFE-FCS du 14-4-81 — Est autorisé le paiement au profit du centre de la construction et du logement, de la somme de trente trois millions huit cent quatre mille deux cent soixante deux (33.804.262) francs CFA, représentant la contribution du budget général au fonctionnement dudit centre au titre de l'année 1981.

Cette somme sera mandatée et virée en deux tranches semestrielles de 16.902.131 francs au compte n° 125 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur au nom du C.C.L. à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1981, chapitre 51, article 2, paragraphe 3.

Décision n° 488/MFE/FCS du 15-4-81 — Est autorisé le paiement au profit de l'établissement national des éditions du Togo (Editogo), de la somme de cent quatre vingt douze millions six cent mille (192.600.000) francs CFA, représentant le montant de prise en charge des frais d'impression de « LA NOUVELLE MARCHE » et de Togo-Dialogue au titre de l'année 1981.

Cette somme sera mandatée en deux tranches et virée au compte n° 89, ouvert dans les écritures du trésor au nom de l'editogo.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1981, chapitre 51, article 2, paragraphe 1.

Décision n° 493/MFE/FO du 15-4-81 — Est autorisé le paiement de la somme de neuf millions (9.000.000) de francs représentant le montant de l'avance du 13 janvier 1981 accordé au personnel de l'O.R.P.V Région des Plateaux 4.000.000 et de La Kara — 5.000.000.

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur du Togo pour lui permettre de régulariser les dépenses faites à ce titre.

La dépense est imputable sur le compte hors budget n° 903-5 « Avance à des organismes publics et semi-publics nationaux ».

Décision n° 494/MFE/FCS du 15-4-81 — Une subvention d'un montant de un milliard cinq cent soixante quinze millions (1.575.000.000) de francs cfa, est accordée à l'Université du Bénin pour son fonctionnement au titre de l'année 1981.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 440-21 « Université du Bénin », ouvert dans les écritures du trésorier-payeur à Lomé.

La dépense est imputable sur le chapitre 52, article 14 du budget général, gestion 1981.

Décision n° 506/MFE/FO du 17-4-81 — Il est mis à la disposition de M. le ministre de l'économie et des finances une somme de cinq cent mille (500.000) francs qui servira à couvrir les divers frais de réception de la délégation togolaise se rendant en mission officielle auprès du Fonds monétaire international et de la banque mondiale à Washington.

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse au nom de M. Tété Téli-Benissan, ministre de l'économie et des finances.

La dépense est imputable sur le chapitre 51, article 3 paragraphe 2 du budget général — gestion 1981.

Caisses d'avance

Arrêté n° 128/MEF/FA du 13-4-81 — Le plafond de l'avance renouvelable consentie au régisseur de la caisse d'avance créée auprès du service des postes et télécommunications est porté de 200.000 francs (deux cent mille francs) à 300.000 francs (trois cent mille francs).

L'augmentation ainsi accordée reste imputable au budget Général, chapitre 7, article 9, Gestion 1981.

Arrêté n° 185/MEF/FA du 22-4-81 — Il est créé auprès de l'assemblée nationale togolaise une caisse d'avance pour le paiement de menues dépenses dudit service.

Le montant de l'avance susceptible d'être consentie au régisseur est fixé à 50.000 (cinquante mille francs) renouvelable dans les formes réglementaires.

L'avance ainsi accordée est imputable au chapitre 4, article 1 budget général, gestion 1981.

Décision n° 492/MFE/FA du 15-4-81 — Est et demeure rapportée la décision n° 226/MFE/FA du 16-2-76, portant nomination d'un régisseur de caisse d'avance et des menues recettes effectuées dans les laboratoires de l'institut Ernest Rodenwald à Lomé.

M. Kende Kossivi, secrétaire d'administration de 2e classe 2e échelon, est nommé régisseur de la caisse d'avance et des menues recettes dudit institut en remplacement de M. Potcho Tchéou Paninam.

Nomination

Décision n° 498/MEF/FA du 15-4-81 — M. Koudam Dzéli (Mathieu), agent permanent hors catégorie est nommé régisseur de la caisse d'avance créée auprès de l'assemblée nationale à Lomé.

M. Koudam Dzéli (Mathieu), devra justifier dans les formes réglementaires de l'avance mise à sa disposition.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Agrément à un courtier d'assurance

Arrêté n° 87/MEF/DA du 9/3/81 — L'agrément pour pratiquer les activités de courtage d'assurance sur le territoire de la République du Togo est accordé à M. Abaglo Edjéné Ayi ayant élu domicile dans l'immeuble SAGAB, Rue d'Amoutivé, B.P. n° 12271 — Lomé.

Les organismes d'assurances auprès desquels M. Abaglo sera amené à placer ses affaires devront, conformément à l'article premier de l'ordonnance n° 36 du 12 août 1968, être des organismes préalablement agréés à effectuer des opérations d'assurances au Togo.

Les activités de M. Abaglo restent soumises au contrôle de l'Etat.

M. Abaglo ayant été successivement directeur du service du contrôle des assurances au ministère de l'économie et des finances et directeur général du groupement togolais d'assurances S.A. d'économie mixte, toute activité de nature à constituer une concurrence directe ou indirecte au préjudice du groupement togolais d'assurances lui est interdite.

M. Abaglo devra notamment s'abstenir sous peine du retrait de l'agrément, de démarcher les affaires souscrites auprès du groupement togolais d'assurances

et de les présenter à cette société ou à d'autres organismes d'assurances de la place.

Le directeur des assurances est chargé de l'application du présent arrêté.

Arrêté rapporté

Arrêté n° 184/MEF du 21/4/81 — Est rapporté l'arrêté n° 87/MEF/DA en date du 9 mars 1981 ayant accordé agrément à M. Abaglo Edjéné Ayi, comme courtier d'Assurances.

Le directeur des assurances est chargé de l'application du présent arrêté.

Prime de rendement

Arrêté n° 187/MFE du 23/4/81 — L'article 8 de l'arrêté n° 135/MFE du 16 avril 1980 accordant une prime de rendement au personnel de l'Inspection générale d'Etat est modifié comme suit :

Article 8 nouveau :

Le pourcentage forfaitaire à prendre en ligne de compte, aux termes de l'article 4, pour le calcul du montant global à répartir est fixé à 25% (F = 25).

Les coefficients de pondération définis à l'article 7, pour servir de base à la répartition sont :

- pour l'inspecteur général d'Etat 1,5
- pour l'inspecteur général d'Etat adjoint 1,4
- pour les chefs de service 1,3
- pour les chefs de service adjoints et chefs de division 1,2
- pour ceux du reste du personnel ayant obtenu une note supérieure à 17/20 1,1

Le dernier paragraphe de cet article 8 devient article 9.

Le reste de l'arrêté n° 135/MFE du 16 avril 1980 demeure inchangé.

L'inspecteur général d'Etat, le directeur des finances et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prend effet pour compter du 1er janvier 1981.

Remise gracieuse de pénalités

Arrêté n° 182/MEF/CAB du 20/4/81 — Les dispositions de l'arrêté n° 116/MEF/CAB du 2 avril 1980 sont modifiées comme suit :

— Une remise gracieuse intégrale de pénalités de retard de quatorze millions dix huit mille (14.018.000) F CFA est accordée à l'entreprise BCCG Samarou Nintse, titulaire du marché 56/76/TP passé le 29 octobre 1976.

Le reste sans changement.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotions

Arrêté n° 470/MTFP du 23/3/81 — M. Malou Bada-ba Yaya n° mle 009325-P commissaire principal de police de 3e échelon du cadre des fonctionnaires de la police est promu au grade de commissaire de police divisionnaire de 1er échelon (indice 1800) à compter du 2 janvier 1980.

Arrêté n° 523/MTFP du 1/4/81 — Les fonctionnaires ci-après désignés du cadre du personnel de l'enseignement sont promus dans les conditions suivantes :

CORPS DES PROFESSEURS CERTIFIES (cat. A1)

Au 1er échelon du grade de professeur de 2e classe

1-11-79 — Amadou Bouraïma prof. de 3e cl. 4e éch.

CORPS DES INSTITUTEURS (catégorie B)

Au 1er échelon du grade d'instituteur principal

1-1-80 — Da-Costa Komi Elikplim inst. de 1re cl. 3e éch.

Au grade d'instituteur de 1re classe 1er échelon

1-1-80 — Dansou Dogbé Messan inst. de 2e cl. 4e éch.

CORPS DES INSTITUTEURS-ADJOINTS (cat. C)

Au grade d'instituteur-adjoint de 2e cl. 1er échelon

1-1-79 — Vuti Kokou inst. adjt de 3e classe 4e éch.

M. Vuti Kokou est élevé au 2e échelon de son grade à compter du 1er janvier 1981.

Arrêté n° 526/MTFP du 2/4/81 — M. Tairou Omar Traoré n° mle 011352-A, ingénieur d'agriculture de 2e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, est promu au grade d'ingénieur de 1re classe 1er échelon à compter du 13 mars 1979.

L'intéressé est élevé au 2e échelon de son grade à compter du 13 mars 1981.

Arrêté n° 535/MTFP du 16/4/81 — Sont promues à compter des dates ci-après indiquées, les sages-femmes (catégorie B) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, dont les noms suivent :

au grade de sage-femme principale 1er échelon (indice 1450)

1.6.1979 — Jondoh Adjoa Sika Kafui n° mle 013998 G, sage-femme de 1re classe 3e échelon

au grade de sage-femme de 1re classe 1er échelon (indice 1150)

1.10.1979 — Hekanu Akuyo, née Edjetse n° mle 006904 J, sage-femme de 2e classe 4e échelon

1.10.1979 — Moustapha Dovi, née Sossou n° mle 011251 M, sage-femme de 2e classe 4e échelon.

Arrêté n° 544/MTFP du 16/4/81 — Les infirmiers d'Etat ci-dessous désignés du cadre du personnel médical et technique de la santé publique sont promus dans les conditions suivantes :

Au 1er échelon du grade d'infirmier d'Etat principal

1-10-78 — Akpokli Adadégan n° mle 001839-H infir. d'Etat de 1re cl. 3e éch.

Au 1er échelon du grade d'infirmier d'Etat de 1re classe

1-1-79 — Digberekou Fousséni n° mle 004962-C infir. d'Etat de 2e cl. 4e éch.

Les intéressés sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade dans les conditions suivantes :

Au 2e échelon du grade d'infirmier d'Etat principal

1-10-80 — Akpokli Adadégan n° mle 001839-H infir. d'Etat principal 1er éch.

Au 2e échelon du grade d'infirmier d'Etat de 1re classe

1-1-81 — Digberekou Fousséni n° mle 004962-C infir. d'Etat de 1re classe 1er échelon.

Arrêté n° 548/MTFP du 17/4/81 — M. Apaloo Ena Yawo, n° mle 002694-G, ingénieur-adjoint de 3e classe 4e échelon, du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, est promu au grade supérieur dans les conditions suivantes :

2-8-77 — ingénieur-adjoint de 3e classe 4e échelon

1-4-78 — exclusion temporaires de fonctions

1-10-78 — rappel à l'activité (A.C. 7 mois 29 jours)

2-2-80 — ingénieur-adjoint de 2e classe 1er échelon (A. C. épuisée).

Arrêté n° 549/MTFP du 17/4/81 — Komlagan Kwasi Domefa n° mle 007927-R, attaché d'administration de 2e classe 4e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, est promu au grade d'attaché d'administration de 1re classe 1er échelon pour compter du 22 novembre 1980.

Intégrations

Arrêté n° 516/MTFP du 31/3/81 — M. Tossu Koffi Hunkpati, n° mle 013513-K, instituteur de 3e classe 3e échelon (catégorie B — indice 950) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence ès-lettres (option histoire) session de juin 1980 de l'école

des lettres de l'université du Bénin, est intégré dans le corps des professeurs (catégorie A1) au grade de professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire (indice 1300) à compter du 1er juillet 1980 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 11 du budget général).

Arrêté n° 517/MTFP du 31-3-81 — Les instituteurs de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B — indice

750) ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaires du diplôme d'aptitude aux fonctions de documentalistes de l'école de bibliothécaires, archivistes et documentalistes de l'université de Dakar sont, en attendant la parution du statut particulier du personnel des archives, bibliothèques et documentations, rayés de leur cadre d'origine et intégrés dans la catégorie A2 en qualité de documentalistes de 2e classe 1er échelon stagiaires (indice 1100) et conservent leur affectation respective :

Nom et prénoms	Ancienne situation	Nouvelle situation	Imputation budgétaire	Date d'effet
Bayoumndi B. Batoyem, n° mle 015056-S	instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 750)	documentaliste de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 1100)	budget général chapitre 26, article 6, paragraphe 1	18 août 1980
Toffa Komlan, n° mle 011812-N	instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 750)	documentaliste de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 1100)	budget général chapitre 24, article 1	27 juillet 1980

Arrêté n° 518/MTFP du 31/3/81 — M. Akouété Covi (n° mle 100375-R), instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550), titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) à compter du 1er juillet 1980 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 11 du budget général).

Arrêté n° 533/MTFP du 7/4/81 — M. Alirou Traoré Sogaba n° mle 101879-Z, instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon en service au Lycée Technique Eyadéma de Lomé, titulaire du Baccalauréat du 3e degré est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) pour compter du 1er octobre 1980 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 14, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 534/MTFP du 16/4/81 — La situation administrative de Mme Brenner Kayissan (n° mle 010612-N), attaché d'administration principal 1er échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale est régularisée comme suit :

18-2-78 — attaché d'administration principal 1er éch.
18-2-80 — attaché d'administration principal 2e échelon (catégorie A2 indice 1900).

Mme Brenner Kayissan (n° mle 010612-N) attaché d'administration principal 2e échelon (catégorie A2 — indice 1900) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire de la maîtrise en

administration économique et sociale de la faculté des sciences économiques d'Aix-en-Provence (France), est intégrée dans la hiérarchie supérieure en qualité d'administrateur civil principal 1er échelon (catégorie A1 indice 1900) à compter du 13 juillet 1980, date de son retour de stage et reste mise à la disposition du ministre des Affaires sociales et de la Condition féminine (chapitre 40, article 2 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 18 février 1980, date de l'avancement automatique de l'intéressée dans son ancien corps.

Arrêté n° 536/MTFP du 16-4-81 — M. Samtoui Komi Mélégbé n° mle 014667-D, rédacteur de 2e classe 3e échelon (catégorie C — indice 650) du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion, titulaire du diplôme de l'école supérieure internationale de journalisme de Yaoundé (ESIY), est intégré dans le corps des rédacteurs en chef en qualité de rédacteur en chef de 2e classe 1er échelon (catégorie A2 — indice 1100) et reste mis à la disposition du ministre de l'information (chapitre 28, article 4 du budget général) à compter du 15 octobre 1980, date de retour de stage.

Arrêté n° 537/MTFP du 16/4/81 — M. K'Medehouto Mensa Atsu, n° mle 015089-T, maître d'éducation physique et sportive de 3e classe 3e échelon (catégorie B — indice 950) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence ès-lettres (option : lettres modernes session d'octobre 1980) de l'école des lettres de l'université du Bénin, est rayé de son corps d'origine et intégré dans le corps des professeurs (catégorie A1) en qualité de professeur de 3e classe 1er échelon sta-

giaire (indice 1300) à compter du 1er novembre 1980 et reste à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 34, article 4 du budget général).

Arrêté n° 574/MTFP du 21/4/81 — M. Dosseh Folly Azanlé n° mle 104751-H instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire en service au collège d'enseignement général de Zafi (Tabligbo), titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) à compter du 1er juillet 1980 et reste mis à la disposition

du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 11 du budget général).

Admissions

Arrêté n° 507/MTFP du 31/3/81 — Est rapporté l'arrêté n° 876/MFP du 28 novembre 1974 portant intégration.

Les agents permanents ci-après désignés admis au concours professionnel ouvert par arrêté n° 332/MFP du 8 mai 1974, sont intégrés comme suit dans le corps des adjoints administratifs du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale à compter du 6 novembre 1974, en application des articles 41 et 43 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 et restent mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie.

Nom et prénoms	Ancienne situation administrative			Nouvelle situation administrative à compter du 6 novembre 1974 dans le corps des adjoints administratifs (catégorie C)	
	GRADE	Date d'effet du dernier avancement	Salaire et prime d'ancienneté	Grade et échelon comportant un indice de traitement égal ou immédiatement supérieur valeur indiciaire : 49,416	Imputation budgétaire
Atayi Ayi, n° mle 014356-N	agent permanent hors catégorie	1-1-1960	41163	adjoint administratif de 1re classe 3e échelon (indice 850)	chapitre 8 article 8
Akué-Atsa Abossé, n° mle 014186-U	agent permanent hors catégorie	1-12-1965	40477	adjoint administratif de 1re classe 3e échelon (indice 850)	chapitre 8 article 8
Anador Komlavi, n° mle 013772-W	agent permanent 6e catégorie hors échelle	1-7-1974	39284	adjoint administratif de 1re classe 2e échelon (indice 800)	chapitre 8 article 6
Djogbessi Kpofon, n° mle 014142-G	agent permanent 6e catégorie hors échelle	1-7-1972	37042	adjoint administratif de 1re classe 1er échelon (indice 750)	chapitre 8 article 8
Ayraku Komlan, n° mle 014357-X	agent permanent 6e catégorie échelle C	1-1-1974	29431	adjoint administratif de 2e classe 2e échelon (indice 600)	chapitre 8 article 8

La situation administrative des intéressés est régularisée comme suit :

MM. Akué-Atsa Abossé et Atayi Ayi

6-11-1974 — adjoints administratifs de 1re classe 3e échelon
6-11-1976 — adjoints administratifs principaux 1er échelon
6-11-1978 — adjoints administratifs principaux 2e échelon
6-11-1980 — adjoints administratifs principaux 3e échelon (catégorie C — indice 1000).

M. Anador Komlavi

6-11-1974 — adjoint administratif de 1re classe 2e échelon
6-11-1976 — adjoint administratif de 1re classe 3e échelon
6-11-1978 — adjoint administratif principal 1er échelon
6-11-1980 — adjoint administratif principal 2e échelon (catégorie C — indice 950).

M. Djogbessi Kpofon

6-11-1974 : adjoint administratif de 1re classe 1er échelon
6-11-1976 : adjoint administratif de 1re classe 2e échelon

6-11-1978 : adjoint administratif de 1re classe 3e échelon

6-11-1980 : adjoint administratif principal 1er échelon (catégorie C — indice 900).

M. Ayraku Komlan

6-11-1974 : adjoint administratif de 2e classe 2e échelon

6-11-1976 : adjoint administratif de 2e classe 3e échelon

6-11-1978 : adjoint administratif de 2e classe 4e échelon

6-11-1980 : adjoint administratif de 1re classe 1er échelon (catégorie C — indice 750).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 1er janvier 1981.

Arrêté n° 508/MTFP du 31/3/81 — M. Lawson Hogban Tèté Tèvi Kouassi Adjo titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme d'ingénieur d'application des télécommunications (option transmis-

sions) de l'institut des télécommunications d'Oran (République algérienne démocratique et populaire) est admis dans le cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité d'ingénieur 2e échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1200) et mis à la disposition de la Présidence de la République direction des Postes et télécommunications chapitre 6, article 10 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 509/MTFP du 31/3/81 — En attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de laboratoire, M. Kpodar Ekué Madjé, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré et du diplôme universitaire de technologie de santé et des sciences biologiques de l'Université du Bénin, est nommé dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de laboratoire de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 1100) pour compter de sa date de prise de service et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Arrêté n° 510/MTFP du 31/3/81 — M. Akolly Etsri, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du deuxième degré et du diplôme d'Etat de docteur en médecine de la faculté de médecine et de pharmacie de l'Université de Dakar, est admis dans le cadre du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecin ordinaire 2e échelon stagiaire (catégorie (A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de deux ans quatorze jours (2 a 14 jours) lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis du 20 octobre 1976 au 12 novembre 1979 inclus en qualité de médecin contractuel au Gabon.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

— médecin ordinaire 2e échelon + 2 ans 14 jours (bonification)

— médecin ordinaire 3e échelon + 14 jours A.C.).

Une bonification d'un échelon est accordée à M. Akolly Etsri pour ses fonctions d'interne au centre hospitalier de FANN à Dakar (République du Sénégal).

M. Akolly Etsri est élevé au 4e échelon de son grade.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 511/MTFP du 31/3/81 — M. Dotsé Wotome Yao Atakouma, n° mle 017024-S, moniteur permanent 3e catégorie échelle A, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM) session de 1978 est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D-indice 270) à compter du 1er janvier 1979 et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans est accordée à M. Datsé Yao Wotome Atakouma pour ses services accomplis en qualité de moniteur permanent du 1er octobre 1966 au 31 décembre 1978 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

1-1-79 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 6 ans bonification

1-1-79 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 4 ans bonification

1-1-79 moniteur de 3e classe 3e échelon + 2 ans bonification

1-1-79 — moniteur de 3e classe 4e échelon bonification épuisée.

Arrêté n° 512/MTFP du 31-3-81 — Mme Labdiedo Awa, née Bambara, admise au certificat d'aptitude au monitorat est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3e classe 1er échelon (catégorie D-indice 270) et mise à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 2, article 12, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 513/MTFP du 31/3/81. — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Ekouwonou Yao, l'arrêté n° 1464/MTFP du 9 octobre 1980 portant nomination, accordant bonification d'ancienneté et portant reprise de situation administrative.

M. Ekouwonou Yao, moniteur permanent 3e catégorie échelle B, admis au concours de monitorat (session de 1978 est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 13 paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans est accordée à M. Ekouwonou Yao, pour ses services de moniteur permanent accomplis du 1er octobre 1969 au 31 décembre 1978 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

1.1.79 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 6 ans bonification

1.1.79 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 4 ans bonification

1.1.79 — moniteur de 3e classe 3e échelon + 2 ans bonification

1.1.79 — moniteur de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 514/MTFP du 31/3/81 — M. Gnakou Santchalim (n° mle 038148-E) moniteur permanent 2e catégorie échelle A, admis au concours de monitorat (session de 1978), est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D-indice 270) à compter du 1er janvier 1979 et conserve son affectation actuelle (chapitre 2, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté d'un an 4 mois 20 jours est accordée à M. Gnakou Santchalim pour ses services de moniteur permanent accomplis du 1er décembre 1976 au 31 décembre 1978 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit.

1.1.79 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 1 an 4 m 20 jours bonification

11.8.79 — moniteur de 3e classe 2e échelon bonification épuisée.

Arrêté n° 519/MTFP du 1/4/81. — En attendant la parution du statut particulier des techniciens de commerce, M. de Souza Koffi Djabaku, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré série G3 est nommé dans la catégorie B en qualité de technicien de commerce de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 750) pour compter de sa date de prise de service et mis à la disposition du ministre du Plan et de la réforme administrative (chapitre 32, article 4, paragraphe 2 du budget général) en remplacement de M. Wedeme Komi remis à la disposition du ministre de la jeunesse, des Sports et de la culture.

Arrêté n° 520/MTFP du 1/4/81 — Mlle Nenonene Adzoa (n° mle. 034596-E), employée de bureau permanente 5e catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) pour compter du 18 août 1980 et conserve son affectation actuelle (chapitre 8, article 13 du budget général).

Arrêté n° 524/MTFP du 1/4/81. — M. Sontoua Baguidassá, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré (série G3) et qui a subi avec succès l'examen de 2e année option gestion de l'université du Bénin est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie B-indice 850) et mis à la disposition du ministre du plan et de la réforme administrative (chapitre 32, article 4, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 527/MTFP du 3/4/81. — Mlle Anwone Damba, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est admise dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 11 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 531/MTFP du 7/4/81. — M. Tegbe Komla, titulaire du general certificate education (advanced level et du bachelor of science (chemistry) second class honours (lower division) est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition de ministre de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 20, paragraphe 14 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 532/MTFP du 7/4/81. — M. Samire Tchein, titulaire de la maîtrise en sciences économiques de l'école supérieure des techniques économiques et de gestion de l'Université du Bénin, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre du plan et de la réforme administrative (chapitre 32, article 4, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 540/MTFP du 16/4/81. — MM. Beketi Yom et Yovo Komi Amétowoyona, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 541/MTFP du 16/4/81. — M. Abdou K. Soulémane, n° 013371-0 instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon en service à l'inspection de l'enseignement du premier degré à Dapaon est licencié de son emploi pour abandon de poste à compter du 1er novembre 1980.

Mlle Gley Kossiwoa Edem Semekonawo, titulaire du certificat élémentaire d'aptitude (pédagogique, CEAP-session d'août 1977) est admise dans le cadre des

fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés en remplacement de M. Abdou Soulémane ci-dessus licencié (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 542/MTFP du 16/4/81. Les candidats ci-après désignés, titulaires de la maîtrise 4e année (option : gestion ou économie générale) de l'école supérieure des techniques économiques et de gestion de l'université du Bénin, sont admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attachés d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie A2 - indice 1100) et mis à la disposition du ministre du plan et de la réforme administrative chapitre 32, article 8 du budget général) :

Kenou Djovi Tchédjiton
Zékpa Otou Matié
Kpegba Yayra Mawunyo.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 543/MTFP du 16/4/81 — M. Nate Kossivi N'timene, admis au concours de recrutement des instituteurs-adjoints stagiaires (session du 25 août 1980) est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 546/MTFP du 17/4/81. — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Maman Issaka Seydou, n° mle 021645-F, employé de bureau permanent 6e catégorie hors échelle l'arrêté n° 1103/MTFP du 28 juillet 1980 portant nomination.

Arrêté n° 547/MTFP du 17/4/81. — MM. Combey combété Mitronougnan et Bokorvi Kossi Adjey Mawuli, titulaires du diplôme d'études universitaires générales pour l'enseignement du deuxième degré option : enseignement technique et commercial de l'institut national des sciences de l'éducation (INSE) de l'Université du Bénin sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs des collèges d'enseignement général de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des troisième, quatrième degrés et de la recherche scientifique chapitre 26, article 14, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 550/MTFP du 17/4/81. — En attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de laboratoire, Mlle Ahyi Kafui, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et qui a passé avec succès l'examen de fin de deuxième année de pharmacie (session d'octobre 1972) à la faculté de médecine et de pharmacie de l'université de Dakar, est nommée dans la catégorie B en qualité de technicienne de laboratoire de 2e classe 2e échelon stagiaire (indice 850) et mise à la disposition du ministre de l'enseignement des troisième, quatrième degrés et de la recherche scientifique (chapitre 52, article 14 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 551/MTFP du 17/4/81. — Les candidats ci-après désignés sont nommés dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

INSTITUTEURS DE 2e CLASSE 1er ECHELON
(catégorie B — indice 750)

Adzini Koffi Senya (CAP)
Galley Komla Etsè (BEPC) + CEAP + CAP)

INSTITUTEUR ADJOINT DE 3e CLASSE 1er ECHELON
(catégorie C — indice 550)

Penoukou Mensah (CEAP).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 552/MTFP du 17/4/81. — M. Dzade Komla (n° mle 104173.P.), titulaire du « teacher's certificate « A » et du « specialist teacher's certificate », est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2e classe 2e échelon (catégorie B — indice 850) à compter du 4 octobre 1978.

M. Dzodo Kosi (n° mle 104201 T), titulaire du « teacher's certificate « A » et du « specialist teacher's certificate », est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2e classe 2e échelon (catégorie B — indice 850 à compter du 27 septembre 1978.

M. Gbemu Kwami Setokpé (n° mle 104257 K) titulaire du « school certificate », du « teacher's certificate « A » post-secondary » et du specialist certificate », est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2e classe 2e échelon (catégorie B — indice 850) à compter du 27 septembre 1978.

MM. Dadze Komla, Dzodo Kossi et Gbemu Kwami Setokpé sont mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (budget général, chapitre 24, article 21, exercices 1978, 1979 et 1980, chapitre 24, article 11, exercice 1981).

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

M. Dzade (n° mle 104173 P)

4.10.1978. — instituteur de 2e classe 2e échelon
4.10.1980 — instituteur de 2e classe 3e échelon
(catégorie B — indice 950).

M. Dzodo Kosi (n° mle 104201 T)

25.9.1978 — instituteur de 2e classe 2e échelon
25.9.1980 — instituteur de 2e classe 3e échelon
(catégorie B — indice 950).

M. Gbemu Kwami Setokpé (n° mle 104257 K)

27.9.1978 — instituteur de 2e classe 2e échelon
27.9.1980 — instituteur de 2e classe 2e échelon
(catégorie B — indice 950).

Sont abrogés, en ce qui concerne MM. Dzade Komla, Dzodo Kosi et Gbemu Kwami Setokpé, les actes antérieurs portant nomination et avancements.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 1er août 1980.

Arrêté n° 553/MTFP du 17/4/81. — Est rapporté l'arrêté n° 39/MTFP du 14 janvier 1981 portant nomination.

M. Azankpé Amégnona, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme d'ingénieur contracteur des voies de communications (spécialités ponts et tunnels) de l'institut d'ingénieurs des transports ferroviaires de Moscou (U.R.S.S.) est admis dans le cadre des fonctionnaires des chemins de fer en qualité d'ingénieur de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A1 indice 1450) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget autonome des chemins de fer du Togo).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 559/MTFP du 20/4/81. — Mme Noumatkpo Oumou née Dombia et M. Tsatsu Komla Dzimédoh, titulaire du certificat d'aptitude pédagogique (CAP) sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 570/MTFP du 20/4/81 — M. Alli Mandikizinyou, titulaire du permis de conduire est admis dans le cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'agent spécialisé confirmé 1er échelon (catégorie D — indice 430) et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération (chapitre 12, article 2, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 572/MTFP du 21/4/81. — Mlle Azamede Ama, titulaire du diplôme universitaire d'études générales (D.U.E.G) série : allemand — de l'Université du Bénin, est admise dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur des collèges d'enseignement général de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mise à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 11 du budget général).

Arrêté n° 573/MTFP du 21/4/91. — MM. Laré Dindigou et Kangni Toglo Folli, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général en remplacement de MM. Boyodi Tchao Maouani et Kafessima Kelma Koffi licenciés.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 575/MTFP du 21/4/81. — M. Lakoussan Folly, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 576/MTFP du 21/4/81. — M. Ametsife K. Folli Mawuli (n° mle 1027228-S), moniteur permanent 3e catégorie échelle A, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) session de juin-juillet 1980) est mis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C - indice 550) à compter du 1er août 1980 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et second degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 577/MTFP du 21/4/81. — M. Aleki Sim-Nabiyo, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général) en remplacement de Mlle Abeté Dodo Balamwé licenciée.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Rectificatif

....

RECTIFICATIF du 30-3-81 à l'arrêté n° 86/MTFP du 15-1-80**Au lieu de :**

Les candidats ci-après désignés, titulaires du teacher's certificate « A », sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général).

Lire :

Les candidats ci-après désignés, titulaires du teacher's certificate « A » sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon (cat. C — ind. 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général).

Le reste sans changement.

Titularisations

Arrêté n° 521/MTFP du 1/4/81. — Les instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires ci-après, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP examen session des 11 et 12 octobre 1979) sont titularisés dans leur emploi à compter du 1er janvier 1980 et conservent une ancienneté d'un an.

Akpaki Koffi Abalo
Djessiwinne Ouénawawa
Andele Kossi Ognabo
Awoute Komla Tétévi
Bawili Kokou
Loukouma Balaama Habora
Mensah Têko Anani
Agbo Kagni.

Les intéressés sont élevés au 2e échelon de leur grade pour compter du 1er janvier 1981 AC : néant.

Arrêté n° 522/MTFP du 1/4/81. Mme Dadzie Ayaba Madjé, née Djossouvi n° mle 105611-U, inspectrice de 2e classe 2e échelon stagiaire (cat. A1) du cadre des fonctionnaires des douanes, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son emploi pour compter du 16 octobre 1979 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressée est élevée au 3e échelon (indice 1600) de son grade pour compter du 16 octobre 1980 (AC épuisée).

Arrêté n° 539/MTFP du 16/4/81 — Les fonctionnaires stagiaires du cadre du personnel de la météorologie et de l'aéronautique civile dont les noms suivent, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Corps des ingénieurs des travaux (cat. A2)

10-7-79 — Dotou Amavi Dosseh
10-7-79 — Gadagbui Kossi Dodzi
10-7-79 — Kougbada Tchibara
ing. des travaux de 2e clas. 2e échelon.

Corps des assistants (Cat. C)

24-7-79 — Nunekpeku Yao,
24-7-79 — Agbande Tchapo,
24-7-79 — Kokou Komna
assistant de 2e classe 2e échelon.

Les intéressés sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade à compter des dates ci-après indiquées (AC épuisée) :

Corps des ingénieurs des travaux (Cat. A2)**au 3e échelon du grade d'ing. des travaux de 2e classe**

10-7-80 — Dotou Amavi Dosseh
10-7-80 — Gadagui Kossi Dodzi
10-7-80 — Kougbada Tchibara
ing. des travaux de 2e classe 2e échelon

Corps des assistants (Cat. C)**Au 3e échelon du grade d'assistant de 2e classe**

2-7-80 — Nunekpeku Yao, assistant de 2e clas. 2e éch.
24-7-80 — Agbanda Tchapo, assistant de 2e clas. 2e éch.

Au 2e échelon du grade d'assistant de 2e classe

24-7-80 — Kokou Komna, assistant de 2e clas. 1er éch.

Arrêté n° 555/MTFP du 17/4/81 — M. Biao Wéla Ahéravè n° mle 101568-A instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique CEAP session des 25 et 26 août 1977 est titularisé dans son emploi à compter du 1er janvier 1978 et conserve une ancienneté d'un mois et 3 jours.

M. Biao est élevé au 2e échelon de son grade (indice 600) à compter du 28 novembre 1979 (AC néant).

Arrêté n° 556/MTFP du 17/4/81 — M. Nyaku Komi Sena n° mle 010173-F, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire, du cadre de fonctionnaires de l'enseignement admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP anglais session des 25 et 26 août 1977) est titularisé dans son emploi à compter du 1er janvier 1978 et conserve une ancienneté d'un an.

M. Nyaku est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

- 1-1-79 — instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon (AC néant).
 1-1-81 — instituteur-adjoint de 3^e classe 3^e échelon (AC néant).

Arrêté n° 557/MTFP du 17/4/81 — Mlle Lawson Body Nadou Attidékou, n° mle 100096-J, administrateur civil 1^{er} échelon stagiaire, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage est titularisée dans son emploi à compter du 21 novembre 1978 AC : 1 an.

L'intéressée est élevée au 2^e échelon de son grade à compter du 21 novembre 1979.

Arrêté n° 558/MTFP du 17/4/81 — Mme de Souza Akwa Dzidula, née Agbemenyah n° mle 000847-R, professeur de CEG de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. A2) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement admise à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général (CAP - CEG session de 1975) est titularisée dans son emploi pour compter du 1^{er} janvier 1976 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressée est élevée aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

- 1-1-77 — professeur de CEG de 3^e cl. 2^e éch. AC néant.
 1-1-79 — professeur de CEG de 3^e classe 2^e échelon
 1-1-81 — professeur de CEG de 3^e classe 4^e échelon.

RECTIFICATIF du 17 Avril 1981 à l'arrêté n° 762/MTFP du 29 décembre 1971 portant titularisation et reclassement

Les infirmiers et infirmières adjoints 1^{er} échelon stagiaires et les aides-sanitaires adjoints 1^{er} échelon stagiaires dont les noms suivent du corps du personnel médical et technique de la santé publique, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi à compter du 1^{er} mars 1971 (A.C. 1an).

Une bonification des deux tiers de leur ancienneté d'agent non fonctionnaires est accordée à chacun des intéressés dans les conditions suivantes conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Après Freitas (Josephine) née Schemmer

Au lieu de :

Nom et Prénoms	Date d'engagement	Bonification des 2/3
Issa Salamatou	1958	6 ans

Lire :

Issa Salamatou	1948	6 ans
----------------------	------	-------

Le reste sans changement.

Détachement

Arrêté n° 503/MTFP du 30/3/81 — Il est mis fin au détachement auprès du gouvernement de la République Populaire du Bénin de Mme Dossou Assaba, née Ohin, institutrice-adjointe de la 3^e classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

L'intéressée est remise à la disposition du Ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 25, paragraphe 11 du budget général).

Le présent arrêté aura effet à compter de la date de prise de service de l'intéressée.

RECTIFICATIF du 17 Avril 1981 à l'arrêté n° 871/MTFP du 25 septembre 1979 portant révocation.

Au lieu de :

Les agents ci-après désignés, relevant des différents ministères, sont révoqués de leurs fonctions pour abandon de poste dans les conditions suivantes :

Lire :

Les agents ci-après désignés, relevant des différents ministères, sont révoqués de leurs fonctions sans suspension de droits à pension, pour abandon de poste, dans les conditions suivantes :

Le reste sans changement.

MINISTERE DU PLAN
ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

Autorisations de virement

Décision n° 51/MPRA/DGPD/DFCEP du 22-4-81 — Est autorisé le virement en faveur de l'office Togolais de disque (OTODI) à Lomé à son compte N° 043, ouvert dans les écritures du trésorier-Payeur du Togo de la somme de trente millions 30.000.000) de francs CFA représentant les fonds de la première année d'exploitation du dit office.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1980, titre IV, chapitre 4, article 3, paragraphe 1, rubrique A CF n° 53/81 du 30 mars 1981.

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du Plan et le trésorier-payeur du Togo sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 52/MPRA/DGPD/DFCEP du 22-4-81 — Est autorisé le virement en faveur de la compagnie du Bénin à Ganavé à son compte ouvert à la Banque Togolaise pour le commerce et l'industrie (BTCI) Lomé sous le n° 000.675-55 de la somme de : quatorze millions quatre cent mille (14.400.000) francs CFA pour faire assurer la maintenance de l'usine de la compagnie du Bénin à Ganavé au cours de l'année 1981.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1980, titre IV, chapitre 4, article 3, paragraphe 1, rubrique A.C.F. n° 54/81 du 30-3-81.

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du Plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 53/MPRA/DGPD/DFCEP du 22-4-81 — Est autorisé le virement au profit de la société togolaise de coton (SOTOCO), à son compte n° 314-A à la caisse nationale de crédit agricole (CNCA) Lomé de la somme de trois cent millions (300.000.000) de francs CFA au titre de la participation de l'Etat au programme cotonnier pour l'année 1980.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1980, titre III, chapitre 2, article 1, paragraphe 1, rubrique C (CF n° 361/80 du 31 octobre 1980).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE
ET DES SOCIETES D'ETAT

**ARRETE INTERMINISTERIEL N° 18/MISE/MTPMERH
du 30.3.81 portant délimitation de zone d'équipement à
Lomé-Adakpamé, Lomé-Agoènyivé et Lomé-Adidogomé.**

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DES SOCIETES D'ETAT,

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS DE L'ELEVAGE
ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES,

Vu l'article 21 de la constitution ;
Vu le décret n° 55-636 du 20 mai 1955, relatif à l'acquisition d'immeuble nu ou bâti pour des opérations d'Urbanisme ;

Le décret n° 67-228 du 24 octobre 1967 relatif à l'urbanisme et permis de construire dans les agglomérations ;

Vu le décret n° 77-194 du 12 octobre 1977 portant création de la Direction Générale et l'urbanisme et de l'Habitat ;

Vu l'ordonnance n° 77-47 du 17 novembre 1977 portant création de l'Agence d'Equipement des Terrains urbains (AGETU) ;

Sur le rapport conjoint de la Direction Générale de l'urbanisme et de l'Habitat et de la Direction Générale de l'Agence d'Equipement des Terrains Urbains ;

A R R E T E N T :

Article premier — Les immeubles urbains délimités aux articles 2, 3 et 4 sont déclarés zones d'intervention de l'AGETU aux fins d'aménagement et d'équipement.

Art. 2. — La zone de Lomé-Agoènyivé (43 ha) est limitée :

- Au sud par une piste carrossable existante joignant la voie ferrée Lomé-Blitta (niveau Brasserie du Bénin) à l'immeuble des Huileries du Bénin que prolonge une rue en projet jusqu'à la réserve de la gendarmerie nationale.
- A l'est par la voie ferrée Lomé-Blitta sur une longueur de 660 m.
- Au nord par une rue (d'environ 950 m) en projet qui reliera la voie ferrée Lomé-Blitta à la réserve de la gendarmerie nationale.
- A l'ouest par la réserve de la gendarmerie nationale.

Art. 3. — La zone de Lomé-Adidogomé (322 ha) est limitée :

- Au sud-ouest par la voie ferrée Lomé-Kpalimé sur une distance d'environ 2.500 mètres.
- Au nord-ouest par une rue en projet d'environ 1.250 mètres raccordant Amadahome à la piste Totsigan-Yevukopé.
- Au nord-est par la piste carrossable Totsigan-Yevukopé prolongée, sur une longueur d'environ 2.700 mètres.
- Au sud-est par une ligne perpendiculaire aux rails et passant au nord-est des villages Wata-klassoukopé et Totsivi reliant ainsi les rails à la piste carrossable Totsigan-Yevukopé.

Art. 4. — La zone de Lomé-Adakpamé (110 ha) est limitée :

- Au sud par une rue en projet située à 200 mètres environ de la route d'Atakpamé.
- A l'est par le 2^e passage des bœufs.
- Au nord-est par une rue en projet située à 150 mètres environ de la zone marécageuse.
- Au nord-ouest par une rue en projet située à 250 mètres de l'axe de la piste d'envol.
- A l'ouest par une rue en projet parallèle et située à 500 mètres du premier passage des bœufs.

Art. 5. — Il est formellement interdit d'entreprendre des travaux de quelque nature que ce soit dans ces zones définies aux articles 2, 3 et 4.

Art. 6. — Le ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat et le ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui prend effet à sa date et qui sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 30 mars 1981

Le Ministre de l'Industrie et des Sociétés d'Etat
Kwassivi KPETIGO

Le Ministre des Travaux Publics, des Mines, de l'Energie et des Ressources Hydrauliques
B. M. BARQUE

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 19/MISE/MTPMERH
du 30-3-81 relatif aux opérations de restructuration des quartiers d'Amoutivé, Bè, Bassadj, Lom-Nava à Lomé.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DES SOCIETES D'ETAT

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS DE L'ELEVAGE
ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

Vu l'ordonnance n° 77-47 du 17 novembre 1977 portant création de l'Agence d'Equipeement des Terrains Urbains (AGETU) ;

Vu le décret n° 77-194 du 12 octobre 1977 portant création de la Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat ;

Vu le décret n° 67-228 du 24 octobre 1967 relatif à l'urbanisme et au permis de construire dans les agglomérations ;

A R R E T E N T :

Article premier — Sont déclarées zones d'amélioration les quartiers Lomé-Amoutivé, Lomé-Bè, Lomé-Bassadj, Lomé-Lom-Nava limités :

Au nord par le Lac de Bè

• Au sud-est par la rue de Bè

• Au sud-ouest par le boulevard circulaire

A l'ouest par la route d'Atakpamé.

Art. 2. — Les opérations de restructuration et d'amélioration desdits quartiers comprennent :

- l'extension des réseaux d'adduction d'eau
- de système d'évacuation des eaux usées et traitement
- de drainage et d'aménagement des rues
- des divers équipements collectifs.

Art. 3. — Ces travaux d'amélioration sont de nature exclusivement d'intérêt général et s'insèrent dans le projet de restructuration des quartiers vétustes, de l'amélioration de l'environnement résidentiel et des conditions sanitaires des populations desdits quartiers.

Art. 4. — Le ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat et le ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature et qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 30 mars 1981

Le ministre de l'industrie
et des sociétés d'Etat
Kwassivi KPETIGO

Le ministre des travaux
Publics, des mines, de
l'énergie et des ressources
hydrauliques
B. M. BARQUE

Nominations

Arrêté n° 25/MISE du 21/4/81 — M. Dovi Kavegué, administrateur civil de 2^e classe 4^e échelon, indice 1750 est nommé directeur des sociétés d'économie mixte, en remplacement de M. Kossi Agbodjinou, en instance de mise en disponibilité.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Arrêté n° 26/MISE du 21/4/81 — M. Abalo Beguedou, ingénieur de 3^e classe 2^e échelon indice 1450, est nommé directeur de la direction administrative et de contrôle.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

DIVERS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Concession de pension de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 107 bis/MFE/CR du 9/4/81 — Une pension proportionnelle (pourcentage 49 %) au montant annuel de deux cent quarante six mille cinq cent soixante douze (246.572) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gaba Adamavi Ayikoé-Aho, agent technique de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel de la statistique général (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1981.

M. Gaba Adamavi Ayikoé-Aho pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Dédé, née le 8 septembre 1963

Adzo, née le 25 octobre 1965

Mawuéna, née le 17 décembre 1968

Ayité, né le 12 juillet 1971.

Arrêté n° 108 bis/MFE/CR du 10/4/81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 65 %) au montant annuel de huit cent dix sept mille sept cent seize (817.716) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Johnson Adodo Koudjo, greffier principal de classe exceptionnelle du corps du personnel judiciaire du Togo (indice 1750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Johnson Adodo Koudjo pour compter du 1er janvier 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6^e rang) ci-après désignés :

Ginan, née le 4 décembre 1951
Nana, née le 27 juillet 1953
Annie, née le 27 septembre 1956
Ekuma-Kwakou, né le 29 janvier 1958
Ampah, né le 22 février 1960
Banka, né le 22 mars 1961.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent quatre mille quatre cent trente deux (204.432) francs pour compter du 1er janvier 1981.

M. Johnson Adodo Koudjo pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant :

Ampabah, née le 3 novembre 1965.

Arrêté n° 109 bis/MFE/CR du 10/4/81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 79 %) au montant annuel de neuf cent quatre vingt treize mille huit cent quarante (993.840) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Johnson Kokoè Essénam sage-femme principale de classe exceptionnelle du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 1750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1981.

Arrêté n° 127/MFE/CR du 13-4-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de cinq cent cinquante huit mille cinq cent soixante quatre (558.564) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Morou Adam, agent technique de santé de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Morou Adam pour compter du 1er janvier une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6^e rang) ci-après désignés :

Amamatou, née le 15 novembre 1943
Fisséni, né le 25 octobre 1945
Gourmalou, né en 1953

Alidou, né le 31 mars 1950

Fatoumatou née le 5 novembre 1951

Rahinétou, née le 23 février 1953.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente neuf mille six cent quarante quatre (139.644) francs pour compter du 1er janvier 1981.

M. Morou Adam pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 12^e au 19^e rang) ci-après désignés :

Moustapha, né le 22 février 1961
Assia, née le 9 septembre 1962
Sadia, née le 11 mars 1962
Abdou Kérime, né le 9 février 1963
Rabiétou, née le 12 janvier 1965
Salifatou, née le 25 janvier 1965
Safahatou, née le 21 octobre 1965
Rahamatou, née le 21 juillet 1969.

Arrêté n° 129/MFE/CR du 13-4-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de cinq cent cinquante huit mille cinq cent soixante quatre (558.564) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Afantchao Koffi, surveillant principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des chemins de fer du Togo (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Afantchao Koffi pour compter du 1er janvier 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6^e rang) ci-après désignés :

Kodjovi, né le 14 septembre 1953
Kodjo, né le 4 octobre 1954
Akuavi, né le 10 octobre 1956
Amavi, né le 6 juillet 1957
Afiwa, née le 19 février 1960
Ablavi, née le 17 avril 1962.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente neuf mille six cent quarante quatre (139.644) francs pour compter du 1er janvier 1981.

M. Afantchao Koffi pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 17^e rang) ci-après désignés :

Kossi, né le 17 juin 1962
Massah, né le 4 août 1964
Yawa, née le 31 décembre 1964
Akuvi, née le 8 février 1967
Aku, né le 16 avril 1969
Komlan, né le 3 août 1971
Kodjotsè, né le 7 février 1972
Affi, née le 9 novembre 1973
Amivi, née le 18 mai 1974
Yaovi, né le 4 juillet 1977
Ablawa, né le 7 octobre 1980.

Arrêté n° 130/MFE/CR du 13-4-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 56%) au montant annuel de deux cent quatre vingt et un mille huit cent (281.800) francs payable comme suit :

deux cent huit mille sept cent quatre vingt douze (208.792) francs sur les fonds de l'Etat français pour compter du 1er décembre 1964.

soixante treize mille huit (73.008) francs pour compter du 1er septembre 1980 est accordé à M. Gbandi Djéni maréchal des logis 6e échelon du corps du personnel des gardiens de circonscription du Togo (indice 700) admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gbandi Djéni pour compter du 1er septembre 1980, une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Noufoh, né le 23 janvier 1957
Ikpindi, née le 1er août 1959
Coumbou, né le 7 septembre 1960
Wapondi, née le 2 avril 1963.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à dix mille neuf cent cinquante-deux (10.952) francs pour compter du 1er septembre 1980.

M. Gbandi Djéni pourra prétendre, pour compter du 1er septembre 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5e au 15e rang) ci-après désignés :

Nakpanè, né le 25 août 1965
Tchapou, né le 26 octobre 1965
Gnankan, née le 25 août 1968
Oubône, née le 23 novembre 1970
Aoussi, née le 11 décembre 1971
Dambal, née le 18 avril 1974
Malebe, né le 5 décembre 1975
Nikabou, né le 3 février 1978
Ayindo, née le 3 février 1979
Bekoumpou, née le 7 juillet 1979
Bossà, née le 7 mai 1980.

Arrêté n° 131/MFE/CR du 13-4-81 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Moevi Afiavi (née de Souza) épouse de M. Moevi Kpakpo (Sébastien) commis d'administration principal de 1re classe du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 908 pourcentage 60%) en retraite, décédé le 3 mars 1980 une pension de veuve au taux annuel de cent quatre vingt quinze mille huit cent vingt (195.820) francs pour compter du 1er avril 1980.

Par application des dispositions de l'article 22 paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme veuve Moevi Afiavi (née de Souza) une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Moevi Adolévi, née le 4 juin 1937
Moevi Adokovi, née le 27 septembre 1940
Moevi Adotévi, né le 19 juillet 1944.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à dix neuf mille cinq cent quatre vingt quatre (19.584) francs pour compter du 1er avril 1980.

Arrêté n° 183/MFE/CR du 20-4-81 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 44%) au montant annuel de cent trente deux mille huit cent quarante huit (132.848) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tchatchiou Abalo, Soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 0052 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1980.

M. Tchatchiou Abalo pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 11e rang) ci-après désignés :

Kossoua, né le 4 décembre 1960
Nako, née en 1964
Donga, née le 29 mars 1966
Balouki, né le 10 mai 1969
Madayodi, né le 26 mai 1969
Binibé, né le 14 septembre 1969
Tchanavei, né le 17 octobre 1971
Hodalo, née le 29 octobre 1971
Ayéli, né le 9 octobre 1972
Toyi, né le 25 avril 1973
Hodalo, née le 1er mai 1975.

Arrêté n° 186/MFE/CR du 22-4-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 70%) au montant annuel de six cent vingt neuf mille douze (629.012) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Guessou Kwami Zamalé, ingénieur-adjoint de 2e classe 2e échelon du corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts (indice 1.250) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Guessou Kwami pour compter du 1er janvier 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Yawo, né le 19 août 1948
Kwassi, né le 22 novembre 1953
Afassi, née le 24 mars 1951
Ablan, née le 31 août 1954
Amouzou, né le 26 avril 1958
Kouami, né le 20 mai 1961.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent cinquante sept mille deux cent cinquante six (157.256) francs pour compter du 1er janvier 1981.

M. Guessou Kwami Zamalé pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 13e rang) ci-après désignés :

Komlan, né le 27 juin 1961
 Messah, né le 18 mai 1965
 Afaizou, né le 22 août 1967
 Kossi, né le 23 juin 1968
 Kwadjovi, né le 28 juillet 1969
 Kossivi, né le 31 août 1969
 Yaovi, né le 6 janvier 1977.

Arrêté n° 188/MFE/CR du 23-4-81 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 53%) au montant annuel de deux cent soixante six mille sept cents (266.700) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Pidassa Pém Bassambia, gendarme 6e échelon n° mle 342 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 700) réformé sanitaire.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er février 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Pidassa Pém Bassambia, une rente d'invalidité temporaire, pourcentage 50% de la grille indiciaire des militaires des forces armées Togolaises fixée à cent sept mille huit cent trente deux (107.832) francs l'an avec jouissance du 29 octobre 1980 au 28 octobre 1983.

M. Pidassa Pém Bassambia pourra prétendre pour compter du 1er février 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales, au titre de ses enfants (du 1er au 9e rang) ci-après désignés :

Lamamya, née le 17 avril 1962
 Atchakidè, née le 11 avril 1965
 Bakai, né le 15 avril 1967
 Pyalo, née le 12 mars 1970
 Méba, née le 26 mai 1970
 Naka, née le 26 octobre 1973
 Kouméalo, née le 16 novembre 1973
 Tchamié, né le 17 mars 1977
 Badaba, né le 27 juin 1978.

Arrêté n° 189/MFE/CR du 28-4-81 — Est rétabli à compter du 19 février 1981, le droit à pension de veuve accordé par arrêté n° 747-VP/MFE/MF/CR du 12 novembre 1965 à Mme veuve Pio Massan Odilia (née Allomé), épouse de M. Pio Albert Nassirou, infirmier principal de classe exceptionnelle de la Santé Publique du Togo décédé, frappé des règles de la déchéance triennale.

Le montant annuel de cette pension est fixé à cent cinq mille trois cent quarante (105.340) francs pour compter du 19 février 1981.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 13 Avril 1981 à l'arrêté n° 121-MFE-CR du 3 avril 1980 portant concession d'une pension de retraite.

Au lieu de :

M. Laté Atitso (Daniel) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1980 sur justification de ses

droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 18e rang) ci-après désignés :

Kwaku, né le 19 juillet 1967
 Kwassivi, né le 29 septembre 1968
 Abravi, née le 11 mars 1969
 Amivi, née le 5 septembre 1970
 Abravi, née le 5 octobre 1971
 Agbéfia, né le 5 novembre 1972
 Kwamivi, né le 23 mars 1974
 Akuvi, née le 3 novembre 1976
 Adzovi, née le 17 janvier 1977
 Agotsouvi, né le 10 mars 1979
 Adjo, née le 11 novembre 1979.

Lire :

M. Laté Atitso (Daniel) pourra prétendre pour compter du 1er janvier 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 18e rang) ci-après désignés :

Ayawovi, née le 1er septembre 1966

Kwaku, né le 19 juillet 1967
Komla, né le 27 février 1968
 Kwamivi, né le 23 mars 1974
 Abra, née le 11 mars 1969
 Amivi, née le 5 septembre 1970
 Abravi, née le 5 octobre 1971
 Agbéfia, né le 5 novembre 1972
 Kwassivi, né le 29 septembre 1968
 Akuvi, née le 3 novembre 1976
 Adzovi, née le 17 janvier 1977
 Agotsouvi, né le 10 mars 1979
 Adjo, née le 11 novembre 1979.
 Le reste sans changement.

Concession d'une parcelle de terrain domanial

Arrêté n° 190/MFE/DOM du 28-4-81 — Il est concédé au centre de formation interbancaire du Togo B P 4863 à Lomé, une parcelle de terrain domanial de 30 a 32 ca, sise à Lomé Tokoin Tamé moyennant paiement d'une somme de 3.000 francs le centiare soit au total : neuf millions quatre vingt seize mille (9.096.000 francs).

Les frais d'immatriculation seront à la charge dudit organisme.

Le centre de formation interbancaire du Togo devra obtenir les autorisations réglementaires avant d'entreprendre les travaux nécessaires.

Le directeur des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Liste des candidats admis

Arrêté interministériel n° 3/MTEP/METQDRS/MJSC-INJS du 25-3-81 — Son déclarés, définitivement admis, par ordre de mérite et, par section au concours d'entrée à l'institut national de la jeunesse, des sports, session de septembre 1980, les candidats dont les noms suivent :

A — Section des professeurs d'éducation physique et sportive

Mawugbevon Kouma Ameyo Sikpa Y. Améyona
Edodji Ayaovi Baéta Comlan Chaco
Salokoffi Kodjo Ametowossi Kossi.

B — Section des professeurs-adjoints d'éducation physique et sportive

Metsoko I.D. Koffi	Dowda M. Bawelina
Dagbovi Kossi Gaglozou	Dotche G. Kodjo
Attikpo Kossivi	Poorty K. Anani
Houessou Kodjo Ayéwoubo	Enakutsa E. Komlam
Mawuena D. Kodjovi	Sossou Adjanouvi
Dzokpe Kouami	Kassideya Baguidah
Agbere Yabadi	Amedome F. Komi
Gabiam Ekovi	Tchazodi Essossina
Eklou Kokou Zoblèwou	Gbandi Kokou
Alfa Magliwè	Atchabao B. Assanti
Adadjo S. Koffi	Kouletanou Amévi
Kossi O. Zavodou	Tatrabor M. Sitsofé
Kokpaye Komi	Dodjo Saba

C — Section des Maîtres d'Education Physique et Sportive

Tchagnaou Sabi	Kelem Kpinzou
Egle Kodjo	Amagli Kangni
Domenya Ahouefa	Tete Afiwavi
Gadagbui Komlan	Koudjonou Yao Midodji
Atchou Koudjo	Diello A. Dodji
Bassah K. Gatowonou	Agbeti Yao Agbénoxévi
Hounou Koffi	Lawson-Dropenou Anoumou
Djah Yao	Ayivi Ekuevi
Fele S. Yao	Akoto Kodjo
Katakou Komlan	Binaou Komi
Koassi Kouam	Banka Mawusi
Anifrani Yao Oklouvi	Azaglo Y. Lamessi
Ibrahim K. Dine	Agbekponou Kwasi
Abotchi K. Akouvi	Boma Mabénam
Seto M. Komlanvi	Fiagan K. Gnandjo
Tchazodi Kazobawossolè	de Fanti Adoum
Mable Akou Enyonom	Ayamenou Kodjo
Afidegnon Déhouégnon	Dagadou Kossi
Asra G. Glotowstè	Guidi Yao
Seddo K. Oluluabé	Djokpo A. K. Tonyéli

D — Section des animateurs culturels

CANDIDATS INTERNES

Ezui Komlan Vivy Dagadou Mawuena

— CANDIDATS EXTERNES a/FILLES

Nuyabu Aku Edem Ametepe Madjé Essinam

— GARÇONS

Zochou Comlanvi	N'Djambara N'Dja-Wattarah
Awedeou Assima	Dakevi Agbéssi
Djaou Komlanvi	Nadjo M. Moumouni

— SECTION DES AGENTS DE PROMOTION CULTUELLE

— CANDIDATS INTERNES a/FILLES

Sitti Adakou Koffigoh Yawa
Noamesshie Ayawovi

b — GARÇONS

Palanga M. Kobiè	Mokly-Kpata Kokou
Guenum Kokouvi	Adjeoda Edjo Elo
Sanvee Kokou'	Adanissossi Kodjo
Tsetse Kodjo	Nounyava Kokou

— CANDIDATS EXTERNES

a/FILLES

Adossi Afua	Gadagboe Adjo
Eklo Kossiwa	Nouwodjro Dédé
Apedoh Adjo	
Sani Adjéké	

b/GARÇONS

Agbedjidji Afatawou	Aboudou Cyranaka
Mama Taïrou	Dagadzi Kwadjo
Baba-Kambare Koro	Degan E. Yao
Aworobou-Daoroua Ayémé	Agbomadji A. Kodjo
Dotse Novinyo	Amewugan Koffi
Ayikoue Ayi Komlan	Bento Kodjo
Locoh Kouassi	Mama-Balefi Moumouni
Batili Tchao	Adja-Koadate Kwassi
Koro Tchao	Djondo Adétchina
Nyabuanu Séményo	Ohoussou Védégnon
Tchassim Kao	Fiagan Comlan
Batakpissa Balinga	Tcha-Tokey Kodjo.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Ouverture de concours

Arrêté n° 18/MDR du 23/4/81 — Sont ouverts au titre de l'année 1981 les concours de recrutement pour le centre de formation professionnelle agricole de Tové (ENA et CAA) aux dates ci-après :

- école nationale d'agriculture : 22 juillet 1981
- centre d'apprentissage agricole : 23 et 24 juillet 1981

Les concours auront lieu simultanément aux dates et heures prévues au chef-lieu de chaque circonscription administrative du territoire.

Les chefs des circonscriptions administratives, présidents des commissions de surveillance, prendront toutes dispositions en vue du déroulement normal des examens.

Arrêté n° 19/MDR/DGDR/DEFA du 28/4/81 — Un concours d'entrée à l'école inter-Etats des techniciens supérieurs de l'hydraulique et de l'équipement rural (ETSHER) de Kamboinsé en République de Haute-Volta, est ouvert à Lomé les 6 et 7 mai 1981.

Pourront se présenter à ce concours :

— les élèves des deux sexes des classes de terminales des lycées et collèges de l'enseignement général et technique.

— les anciens élèves diplômés des écoles d'agriculture

— les adjoints techniques des services de l'hydraulique et de l'équipement rural, sur autorisation du ministre de tutelle.

Les candidatures seront closes le 4 mai 1981 et devront parvenir à la direction de l'enseignement et de la formation agricoles avant cette date.

Arrêté n° 20/MDR/DGDR/DEFA du 28/4/81 — Le concours d'entrée à l'école inter-Etats d'ingénieur d'équipement rural (EIER) de Ouagadougou, en République de Haute-Volta, ouvert à Lomé, se déroulera les 4, 5, 6 et 7 mai 1981.

Peuvent se présenter à ce concours les candidats ayant le niveau de fin de premier cycle de l'enseignement supérieur (DEUS ou DEUG physique-chimie).

Les candidats sur titre doivent être titulaires du DUES ou DEUG complets de mathématiques-physique ou physique-chimie ou agronomie ou de diplômes équivalents.

Le dossier de candidature est adressé à la direction de l'enseignement et de la formation agricoles B.P. 2254 à Lomé, au plus tard le 30 avril 1981.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Autorisation d'exploiter une clinique médicale

Arrêté n° 7/MSP du 10/4/81 — Une autorisation d'exploiter une clinique médicale sans hospitalisation à Lomé avec 10 lits de repos, est accordée à Mme Amenyan Nadou (née Lawson), docteur en médecine.

Mme Amenyan Nadou est tenue de résider dans un périmètre de cinq (5) kilomètres au plus de sa clinique sise à Rue Adanlété — Tokoin-Dogbéavou — Lomé.